



MOSELLE

Siège : C/O Sud PTT, 2 rue du Général Ferrié
BP 30193, 57005 METZ Cedex 1
✉ : C/O Sud Trésor,
Trésorerie Générale de la Moselle,
1 rue François de Curel, 57036
METZ Cedex
☎ : 06.81.19.69.29. ou 06.03.15.74.55.
03.87.66.96.21. ou 03.82.56.55.86 .
📠 : 03.87.66.96.22 ou 03.82.59.40.47.
E-mail : us-g10.solidaires57@wanadoo.fr



L'URGENCE DEMOCRATIQUE ET SOCIALE NECESSITE UNE REPONSE A LA HAUTEUR

Le 29 mai, une large majorité d'électeurs a clairement refusé les orientations libérales à l'occasion du référendum organisé sur le projet de constitution européenne. **Le succès incontestable du 4 octobre a confirmé ce rejet** avec plusieurs milliers de manifestants à Metz et plus d'un million au plan national.

- Contre-réformes
 - o des régimes de retraite,
 - o de l'assurance maladie,
 - o du régime d'indemnisation des chômeurs,
 - o des fiscalités directe et indirecte,
- chômage massif et licenciements boursiers,
- multiplication des contrats précaires,
- remise en cause en perspective du CDI par la création du contrat nouvelle embauche,
- démantèlement, privatisation et libéralisation rampantes des services publics propriétés de la collectivité,
- nouvelles atteintes au pouvoir d'achat des salariés pendant que les profits des entreprises et les revenus de leurs actionnaires explosent,
- montée de la pauvreté et concentration de plus en plus importante de la richesse entre les mains de quelques uns

: les dégâts sociaux des politiques libérales ne cessent de s'accumuler.

LA COLERE EST LA. ELLE NE DEMANDE QU'A S'EXPRIMER.

Comme nous le disions déjà au lendemain du 4 octobre, il est de la responsabilité de l'ensemble du mouvement syndical et social de faire converger les luttes sectorielles et de créer les conditions par une grève générale reconductible d'un mouvement social d'ampleur pour faire reconnaître les intérêts de la majorité sociale de ce pays.

L'enjeu est le type de société dans lequel nous voulons vivre et que nous voulons laisser à nos descendants.

Metz le 25 novembre 2005.

Construisons
ensemble
la mobilisation
pour des actions
unitaires

Le 4 octobre dernier les agents du ministère des Finances ont massivement répondu présents, à l'appel de l'ensemble des Fédérations du ministère et de leurs unions interprofessionnelles.

Après cette journée, l'union syndicale Solidaires et ses syndicats - dont SUD Trésor - appelaient à une suite : **"Cette journée doit être le point de départ d'un processus de mobilisation permettant d'obtenir satisfaction sur les principaux dossiers en cours. ... Il appartient au mouvement syndical de lui donner rapidement une suite dans l'unité."**

Nous ne pouvons que regretter que, depuis cette date, aucune suite unitaire n'ait été envisagée alors que parallèlement de nombreux conflits sectoriels se déroulent un peu partout.

Pour SUD Trésor il y a urgence sociale à fédérer tous ces mouvements.

Car, depuis le 4 octobre et la mise en oeuvre du Contrat Nouvelle Embauche, les provocations du gouvernement n'ont cessé : remises en cause de la RTT, annonce de suppressions massives d'emplois dans la Fonction Publique, poursuite du désengagement de l'Etat dans les

L'efficacité de la grève reconductible

Un seul jour de grève reconductible a permis d'obtenir plus que les grèves carrées précédentes.

Depuis plus d'un an, SUD-rail expliquait que les 24h à répétition ne suffiraient pas. Respectueux de l'indispensable unité syndicale, nous y avons participé.

Nous nous félicitons de l'appel de 4 syndicats à une grève reconductible.

La grève reconductible a permis d'obtenir des résultats réels mais limités :

- ❑ Doublement de la gratification d'exploitation, soit au moins 120€ supplémentaire par agent.
- ❑ Des embauches supplémentaires alors que la SNCF ne voulait même pas réaliser les recrutements qu'elle avait prévus pour 2005,
- ❑ Renforcement de la présence de cheminots dans les gares.
- ❑ Une brèche dans la politique de filialisation : IDTGV revient dans la SNCF.

Mais chaque cheminot, avec réalisme, se rend bien compte que l'action reste nécessaire.

Avec le gel des restructurations, nous n'avons gagné que 6 mois ou un an. La privatisation continue, malgré les propos soporifiques de Chirac et Perben.

Nous avons obtenu rapidement quelques acquis, mais l'action reste nécessaire pour changer la politique de la SNCF, du gouvernement et de l'Europe.

La grève reconductible, nous en aurons encore besoin pour contrer la politique de l'entreprise et du gouvernement vers la privatisation rampante et galopante.

La privatisation rampante, comme son nom l'indique, se cache et avance lentement :

- elle se cache en faisant partir le travail de cheminots dans les filiales. C'est le cas des nouvelles filiales gérant internet et accueil en gare... supprimant des milliers de vendeurs ;

- elle avance lentement : la SNCF nous jure que la filiale restera dans le groupe... puis elle est privatisée, comme le Sernam, le réseau télécom, la SHEM...

La privatisation galopante fait, du jour au lendemain, passer au privé une activité qui était assurée par des cheminots :

- c'est déjà le cas de l'entretien des voies. Et le ministre Perben, qui nie toute privatisation de la SNCF, prépare une loi pour confier au privé la maintenance des Lignes Nouvelles.

- c'est le cas au fret, lorsqu'un train SNCF est confié au privé.

- cela risque d'être le cas des TER : un projet de règlement européen va inciter les conseils régionaux à confier les TER, soit à n'importe quel exploitant, soit à

services publics ...

Le Ministère des Finances n'est pas épargné, loin de là. Notre appel à la grève le 7 juillet à l'occasion du CTPM annonçant les mesures en matière de compétences croisées et d'hôtels des Finances, tendait déjà à le prouver. L'appel par trois fédérations* du ministère - dont la nôtre, la FDSU - à une journée de grève le 29 novembre entend répondre à la nécessité de signifier au ministère leur opposition à la politique menée.

Pour SUD Trésor, les enjeux tant au Trésor, au MINEFI que pour l'ensemble des salariés du public et du privé méritent que soit posée la question de la reconductibilité de la grève que ce soit lors de conflits sectoriels (qui peuvent servir d'amorce à une généralisation d'un conflit d'ampleur à l'ensemble des salariés) ou à l'occasion d'un appel à la grève générale. Notre participation à la manifestation du 19 novembre à l'initiative de la fédération des collectifs de défense des services publics s'inscrit dans cette logique.

SUD Trésor s'inscrit toujours dans une logique de mobilisation des agents la plus large et unitaire possible permettant rapidement de déboucher sur des actions à la hauteur des enjeux, au niveau du Trésor, du Ministère, des Fonctions Publiques et de l'ensemble du monde du Travail.

Dans ce cadre, SUD Trésor a nationalement annoncé qu'il sera présent le 29 novembre aux côtés de l'ensemble des agents du MINEFI et qu'il participera aux différentes initiatives et actions unitaires prises ce jour là

*L'appel des Fédérations CGT, FDSU et UNSA couvre l'ensemble des agents du Ministère.